CSAE du 23 mai 2023

Déclaration liminaire SUD
(les passages ci-dessous en italique sont des citations)

Parmi les sujets à l'ordre du jour du CSA INRAE du mardi 23 mai figurent le Plan de sobriété énergétique INRAE. Nous apprécions que « *Les enjeux de sobriété énergétique* [soient] *pleinement intégrés à la stratégie de l'INRAE qui a élevé au rang de politique générale et de priorité collective sa stratégie Responsabilité sociale et environnementale (RSE).* » Toutefois le plan présenté ici prône surtout un travail sur les comportements individuels par des : « *campagnes de sensibilisation des agents aux comportements individuels* », « *promotion des éco-gestes* », « *sensibilisation des occupants* », « *responsabilisation* » …
C'est indispensable mais cela n'apportera toutefois qu'une faible partie des réponses. Dans un établissement public qui a nié puis minoré les alertes de SUD pendant deux décennies cela ne suffira pas. C'est toute la politique de recherche de l'institut que nous devons questionner. Il nous est insupportable de voir reprendre des éléments de langage des communicants comme le font notamment les départements PHASE et BAP dans leurs schémas stratégiques pour conclure que tout va pour le mieux dans la meilleure des recherches pour l'atténuation et la mitigation du changement climatique ! Aucune ambition de déplacement des moyens donc aucune réelle prise de conscience des enjeux de la transition agroécologique ! Nous avons perdu 20 ans, il nous reste donc 6,5 ans d'ici 2030 pour (presque) tout changer. Notre budget de 1 milliard et 80 millions d'euros et un effectif salarié de 10 500 personnes nous obligent vis-à-vis de la société qui imagine que nous travaillons pour son avenir.

L'action c'est maintenant, pour l'énergie et pour l'eau. Aussi en avril nous avons été surpris-es et déçu-es par l'édito « Sobriété sur l'eau » du n°32 d'Aessentiel, 10 jours après la manifestation à Sainte-Soline réprimée si violemment. La direction de l'INRAE y est fidèle à sa stratégie du « en même temps », de la « coexistence des modèles agricoles », discours qui profite avant tout au maintien de l'ordre établi. Et le choix d'une expression suivant l'annonce du plan Eau par M. Macron nous a déçu-es. Il faut donc que « *nous soyons sensibilisés à cette question et que nous soyons exemplaires dans notre gestion de l'eau à tous les niveaux que ce soit dans nos activités de recherche ou dans notre quotidien au travail* » : réduire la taille des éprouvettes, tirer la chasse une fois sur deux, ne pas laisser couler l'eau lorsqu'on se brosse les dents ne suffira pas ! Ce n'est pas comme si à l'Inrae on travaillait sur les sujets d'agriculture pour lesquels on sait que certaines formes intensives, spécialisées et industrielles sont très très fortement consommatrices d'eau ! Il y a même des collègues INRAE en sciences sociales qui produisent des connaissances sur le rôle des politiques publiques, des actions collectives et des transformations de pratiques individuelles (et sur l'articulation et les influences respectives de ces différents leviers de transformation) ; mais il faut croire que ces travaux n'auront pas percolé jusqu'à la direction qui préfère mettre la lumière sur ces petits gestes individuels ce qui permet d'éviter l'analyse critique du système. SUD y reviendra dans un prochain message à tout le personnel.

Il faut reconnaître que ce gouvernement complètement aux ordres d'une FNSEA jusqu'au-boutiste du productivisme agricole n'aide en rien la direction de l'INRAE. La dernière illustration en est, le 16 mai, l'adoption par le Sénat de la proposition de loi pour « *un choc de compétitivité en faveur de la ferme France* », dont bon nombre de dispositions nourrissent une forte polémique. Nous pensons que l'institut doit absolument mettre toutes ses forces et compétences sur la ligne d'un service public pour le bien commun. Il n'est plus temps de se laisser intimider : pourquoi l'étude internationale qui rencontre un grand écho car elle montre le lien entre disparition des oiseaux et agriculture intensive en intrants chimiques est-elle portée en France par le CNRS et pas l'INRAE ? Toutes ces organisations agroindustrielles (cf le livre de Nicolas Legendre "Silence dans les champs") qui nous freinent pour avancer vraiment sur les alternatives porteuses d'espoir pour une planète vivable nous reprocherons dans 5 ans, dans 10 ans, de n'avoir (presque) rien en magasin pour parer, atténuer la catastrophe climatique et environnementale prélude à l'effondrement. Attention à ce que la recherche publique ne serve alors de bouc émissaire ! À l'heure des incohérences d'un gouvernement erratique qui reprend l'hypothèse +4°C tout en mettant l'environnement sur pause pour la réindustrialisation, le personnel et la société attendent de la direction de l'INRAE du courage ainsi qu'un cap ambitieux et clair. Nous attendons donc avec impatience la discussion sur la stratégie bas-carbone.